



Ile-de-France

Congrès régional Ile-de-France

Samedi 15 juin 2013
de 9h à 16h

Mairie de Montreuil

Place Jean Jaurès
Métro Mairie de Montreuil

RAPPORT D'ACTIVITÉ ET RAPPORT FINANCIER
MOTIONS D'ORIENTATIONS RÉGIONALES
MOTIONS PONCTUELLES RÉGIONALES

Rapport d'activité

Mai 2011 - mai 2013 : deux années de consolidation de notre jeune parti en Ile-de-France

A l'issue du congrès régional du 29 mai 2011, un nouveau Conseil Politique Régional (CPR) est mis en place qui désigne un Bureau Exécutif Régional (BER), composé de Jean-Luc DUMESNIL (secrétaire régional), Nathalie LAVILLE (secrétaire régionale adjointe en charge de la coopérative), Martine LEBRANCHU (trésorière), Albine CAILLIE (porte-parole & relations avec les élu/es), Rodrigo ARENAS (porte-parole & communication), Rodéric AARSSE (élections), Caroline PINET (groupes locaux), Yves MIRAMONT (relations avec le mouvement social), Virginie VOTIER (accueil), Adrien DELASSUS (campagnes et actions, formation et accueil). A l'automne 2012, après la démission de Caroline PINET, Virginie VOTIER et Albine CAILLIE, Rosandre VALLEREY (groupes locaux) et Rose DE LA FUENTE (commissions et forums thématiques) font leur entrée au BER.

Dès sa mise en place, le BER propose une feuille de route visant à préparer les échéances de 2012 et 2014, travailler sur le projet, construire la coopérative, renforcer l'accueil et la formation, la communication interne et externe, la coordination des actions, les liens avec nos élu/es, la gestion de notre trésorerie...

A l'issue de nos Congrès et de la désignation de notre candidate, nous entrons, de plain-pied, dans la campagne d'Eva JOLY. Un gros travail est réalisé sur le terrain. Plus d'un million de tracts sont distribués en Ile-de-France ... du jamais vu ! Des dizaines de milliers d'affiches sont collées. Nous réussissons une belle opération de « vague verte » en distribuant simultanément un journal au même moment sur toute la région, dans les gares et aux stations de métro. Des actions locales sont organisées. Le CPR vote un prêt à la campagne présidentielle sur notre trésorerie régionale. Hélas, le résultat n'est pas à la hauteur de cet investissement. Toutefois, nous pouvons nous réjouir de l'élection de François HOLLANDE qui a mis fin au mandat de Nicolas SARKOZY.

Les législatives sont préparées simultanément et en cohérence avec la campagne présidentielle. Grâce à un accord national avec notre partenaire socialiste, 82 circonscriptions sont réservées à des candidat/es EELV en Ile-de-France. Nous présentons 10 candidatures EELV autonomes sur la région. Ces élections législatives sont l'occasion de conforter notre travail d'implantation locale. C'est aussi l'occasion de diffuser notre programme d'actions pour les temps qui viennent « Vivre mieux – vers une société écologique ».

La région a un rôle de coordination des campagnes législatives. Des documents génériques « Vivre mieux »

(affiches, tracts, livres) sont mis à disposition ainsi que la logistique de notre local de la rue d'Arcueil, avec un investissement remarquable de nos salarié/es, que je tiens ici à remercier.

Il convient aussi de souligner le soutien financier apporté par la région. Grâce à une bonne gestion, nous pouvons apporter de la trésorerie aux candidat/es ou des garanties d'emprunts. Notre trésorière, Martine LEBRANCHU assure un suivi, notamment des comptes de campagne. Les candidat/es qui n'ont pas passé la barre fatidique des 5% ouvrant le droit au remboursement de l'Etat, bénéficient d'une prise en charge plafonnée de leurs dépenses.

Après de belles campagnes militantes, quatre député/es EELV sont élu/es en Ile-de-France : Laurence ABEILLE, Denis BAUPIN, Cécile DUFLOT, Eva SAS. Deux ministres, Cécile DUFLOT et Pascal CANFIN, entrent au gouvernement.

Durant cette première année du mandat législatif, en Ile-de-France, les écologistes sont en action et en cohérence sur le terrain et dans les institutions :

- Contre l'urbanisation des terres agricoles, les écologistes imaginent un nouvel avenir pour le plateau de Saclay, le triangle de Gonesse, la plaine de Montjean, l'ancienne base aérienne de Brétigny... ;
- Contre les nombreux projets inutiles en Ile-de-France... comme à Notre-Dame des Landes, les actions de mobilisation sont nombreuses ;
- Contre les transports dangereux de déchets nucléaires qui traversent notre région, nous alertons et restons vigilants ;
- Contre l'exploitation du gaz de schistes, notamment en Seine-et-Marne, nous sommes mobilisé/es sur le terrain et diffusons tracts et affiches ;
- Pour le droit de vote des résidents étrangers aux élections locales, nous diffusons affiches et tracts et organisons une caravane pour faire signer la pétition ;
- Pour le mariage pour toutes et tous, nous affichons notre soutien et nous participons à la riposte contre les forces réactionnaires, et parfois haineuses, qui s'opposent à l'égalité des droits ;
- Pour la transition énergétique et contre la précarité énergétique, nous participons aux débats et diffusons tracts, plaquettes et affiches ;
- Pour l'emploi, et notamment l'emploi non délocalisable, comme dans le logement, nous menons activement campagne ; ...

La création d'Europe Écologie Les Verts s'est faite sur le constat du nécessaire rassemblement des écologistes et de son ouverture pour convaincre. Ainsi est née la volonté de créer la coopérative afin d'irriguer la société civile du projet écologiste. Des milliers de francilien/nes rejoignent la coopérative et participent à la primaire de l'écologie pour l'élection présidentielle. Afin de soutenir le développement de la coopérative, une personne est embauchée à mi-temps. Un site internet est créé. Des rencontres sont organisées. Toutefois, après la présidentielle, l'essai n'est pas transformé et peu de personnes renouvellent leur adhésion à la coopérative quand d'autres préfèrent adhérer directement à EELV. Une réflexion s'engage pour redynamiser cet outil.

De très nombreuses personnes nous rejoignent en 2011, dans la dynamique du Congrès fondateur d'EELV et de la primaire présidentielle, nous sommes 4 292 adhérent/es fin 2011. En 2012, année sans élections externes ni internes, le taux de renouvellement n'est pas bon, nous sommes 2 477 fin 2012. On voit que la préparation des élections municipales redynamisent les adhésions, puisque nous sommes près de 2 700 en mai 2013. Nous connaissons ce phénomène de flux et de reflux suivant le calendrier électoral. On peut rappeler toutefois qu'avant 2011, Les Verts n'ont jamais dépassé les 2000 adhésions.

Les personnes qui ont adhéré sont toutes venues avec leur motivation, leurs attentes, leurs envies. Pour renforcer notre cohésion il est indispensable de renforcer l'accueil. Ainsi, un livret d'accueil est réalisé. Il est adressé à toute nouvelle adhésion. Il présente nos valeurs fondatrices et l'histoire de l'écologie politique. Outre les statuts et règlement intérieur, quelque peu rébarbatifs, il présente notre organisation avec un petit lexique. Il est mis à jour régulièrement. Des séances d'accueil et de formation présentant notre parti et portant sur l'histoire de l'écologie politique et sur nos fondamentaux sont organisées.

Afin de travailler sur notre projet, d'affiner nos positions sur les grands sujets de la région qui nous mobilisent, nos trois commissions régionales (aménagement du territoire, transports et déplacements, agriculture) travaillent. Un lien plus étroit est mis en place avec les élu/es régionaux pour préparer les dossiers, des forums sont organisés.

Notre mouvement reste une mécanique complexe. Notre règlement intérieur est révisé afin de donner une cohérence à notre fonctionnement sur l'ensemble de la région.

Nos nouveaux statuts indiquent que le groupe local est la base de notre organisation. Leur rôle est renforcé. Une communication spécifique en direction des responsables des groupes locaux est mise en œuvre permettant de mieux coordonner nos actions. La carte des groupes locaux est révisée de manière à couvrir l'ensemble du territoire régional. Elle est régulièrement révisée. Les groupes locaux tendent à s'appuyer sur les intercommunalités. Les coordinations départementales sont réorganisées. Une coordination des secrétaires départementales et départementaux est mise en place.

Des communes au Parlement Européen, nous n'avons jamais eu autant d'élu/es. Tant dans nos actions de

terrain que dans notre travail de réflexion, nous nous appuyons aussi sur nos élu/es. Ils et elles participent à la vie de notre parti en permettant cette articulation indispensable entre l'action citoyenne et le travail dans les institutions.

Notre site est un outil important de notre communication. Il est rapidement mis à jour. La Gazette garde son rythme hebdomadaire. Une nouvelle formule est élaborée pour Vert-contact, outil indispensable pour maintenir un lien avec tou/tes les adhérent/es et lutter contre la fracture numérique. Un groupe de rédaction est mis en place. Quatre numéros sont édités chaque année. De nombreux tracts et affiches sont réalisés. Ainsi, nos outils de communication, sont améliorés, pour mieux répondre aux demandes, être plus réactifs et plus collaboratifs.

Toutefois, au moment où des entreprises en arrivent à organiser le « zéro mail » pour permettre aux personnes de se reparler, nous croulons, en interne, sous un usage frénétique de cet outil. Combien sont les militant/es découragé/es par l'abondance de messages et l'impossibilité de les classer, de hiérarchiser les informations... et qui se désabonnent de toutes nos listes ? Une réflexion reste à engager.

La structure régionale d'EELV est en charge de la gestion du budget régional et des structures infrarégionales. Tout le fonctionnement de la trésorerie est révisé. Tous les comptes bancaires infrarégionaux sont clos. Le système de paiement est centralisé. Un chef comptable est embauché. Par leurs cotisations, les élu/es contribuent de manière importante au bon fonctionnement du parti. Un suivi est mis en place.

La Commission Régionale de Prévention et de Résolution des Conflits (CRPRC) est mise en place. Elle permet de réguler les différends qui peuvent apparaître. Elle présente régulièrement des rapports au CPR et lui propose des résolutions.

Depuis deux ans, le Conseil Politique Régional se réunit tous les mois. C'est l'instance politique régionale décisionnaire. Il est appelé à débattre et à prendre régulièrement des positions politiques régionales. Il échange avec des vice-président/es sur les politiques régionales. Il décide et participe à la mise en œuvre des campagnes et actions. Toutefois, on peut regretter qu'il soit trop accaparé sur la nécessaire administration du parti et notamment la gestion des adhésions.

Le BER a tâché, dans une ambiance conviviale, d'animer notre parti, en Ile-de-France, durant ces deux dernières années. Il a travaillé dans la volonté commune de faire vivre l'organisation de notre jeune parti, de faire progresser l'écologie politique, guidé par la feuille de route adoptée par le CPR.

Nous sentons dans notre pays le découragement et déplorons les actes désespérés qu'il peut engendrer. Nous sommes effrayés par le repli sur soi, entraînant le rejet de l'autre, l'exclusion, voire la haine... Les échéances à venir doivent être l'occasion pour les écologistes d'apporter des solutions, de l'espoir, de la solidarité... pour vivre mieux.

Jean-Luc DUMESNIL

Secrétaire régional

Rapport financier

Clôture des comptes 2012

L'année 2012 se traduit par un déficit de 20k€. Ce déficit provient de la solidarité électorale avec les candidats aux législatives qui n'ont pas fait 5% (coût 200k€).

Pour aider les candidats aux législatives à faire campagne, et à porter les orientations politiques de notre parti, nous avons octroyé des budgets de 1000€ aux circonscriptions estimées à moins de 4% et de 5000€ aux circonscriptions estimées à plus de 4%.

Le résultat courant, lui, reste bénéficiaire à 180k€, en baisse par rapport à 2011 (331k€).

En 2012 on note une baisse importante des adhésions nettes par rapport à 2011, en montant et en nombre : 283167 € en 2012 contre 356 602€ en 2011. Même s'il convient de relativiser cette baisse et de noter que les adhésions de 2012 sont tout de même supérieures aux adhésions de 2010, avant la création d'EELV.

Les versements des élus se maintiennent. Le financement public et les dons sont constants.

Pour les dépenses et mis à part bien sûr l'effort fait pour les législatives, elles ont été bien contenues, et je tiens à remercier les trésoriers et les secrétaires départementaux pour leur gestion raisonnable des dépenses.

Les réserves bancaires de la région Ile de France s'élèvent au 31 décembre 2012 à : 380k€ Ces réserves vont nous permettre d'aborder, en toute sérénité mais néanmoins sobriété, dans les mois qui viennent, les campagnes des municipales et des régionales.

Nous avons dû durant ces 2 dernières années soutenir le National qui peinait à tenir sa trésorerie. Nous avons aussi dû soutenir la campagne de l'élection présidentielle.

La dette du National envers la région Ile de France est ainsi passée de 225k€ au 31/12/2010 à 565 k€ + 250 k€ pour les présidentielles au 31/12/2012 soit 815k€.

Les autres régions ont également prêté de l'argent au National, mais bien sûr la dette envers l'Ile de France est la plus importante puisque nous sommes la plus grosse région.

Les finances du National vont s'améliorer grâce au financement public plus important suite aux élections législatives et il est prévu un remboursement de la dette présidentielle sur 3 ans, (83k€ déjà versés en mai 2013), le reste de la dette étant remboursé à 60% sur la mandature et le solde après 2017.

La mission que je m'étais donnée lors de mon arrivée au BER en juillet 2011 était de mettre la comptabilité de la région Ile de France en conformité avec les nouveaux statuts d'EELV et donc de fusionner les comptabilités et les trésoreries de tous les départements avec celle de la région.

J'ai mis en place, en septembre 2011, avec les trésoriers des départements, un groupe de travail et nous avons acté ensemble cette fusion avec fermeture des comptes courants départementaux à compter du 1er janvier 2012. Nous avons globalement réussi à tenir les délais et l'opération est réussie.

Je tiens là aussi à remercier pour cela les trésoriers et les secrétaires départementaux et aussi, bien sûr, le chef comptable.

Nous nous sommes engagés, et nous avons tenu nos engagements, à fournir tous les mois aux trésoriers départementaux un état de comptabilité analytique faisant ressortir les versements de cotisations des adhérents et des élus ainsi que les dépenses.

Nous fournissons également tous les mois aux secrétaires et trésoriers départementaux les états de versements des élus locaux.

Cette fusion des comptabilités des départements a apporté une grande simplification dans les procédures comptables, une meilleure visibilité sur les finances et une homogénéité entre les départements tout en laissant aux trésoriers départementaux la maîtrise de leurs budgets annuels.

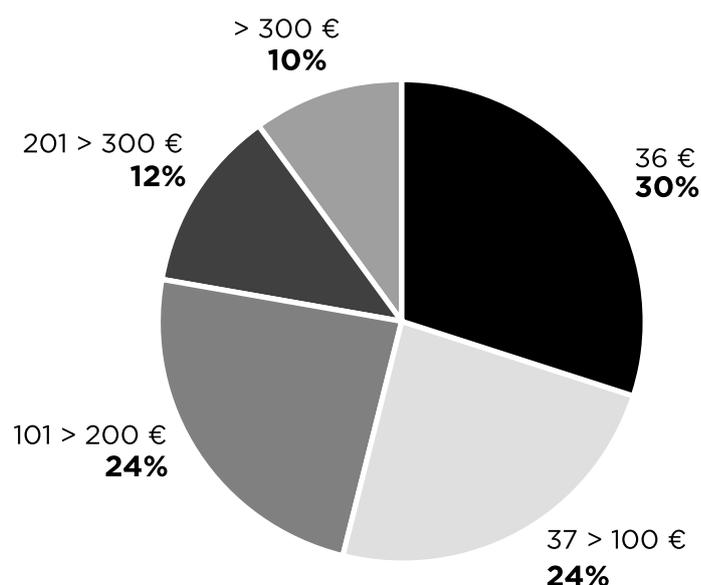
Je suis fier d'avoir contribué à cette opération et de permettre ainsi à notre parti d'être prêt à aborder les prochaines échéances électorales...

... Pour faire progresser l'écologie politique !

Martine LEBRANCHU

Trésorière EELV Ile de France

RÉPARTITION DES COTISATIONS EELV EN ILE-DE-FRANCE EN 2012



Années	Nombre d'adhésions
2010	1 880
2011	4 289
2012	2 478
30/04/2013	2 214

RÉSULTATS CONSOLIDÉS COMPARÉS RÉGION ILE-DE-FRANCE

	2011	%	2012	%
Vente produits annexes	1 317	0%	1 131	0%
Refacturation candidats élections	171 355	15%	58 518	6%
Dons	10 701	1%	11 387	1%
Financement public	38 817	3%	43 077	5%
Adhésions nettes	356 602	31%	283 167	30%
Contributions élu-es	514 769	45%	519 117	56%
Autres produits & produits financiers	55 957	5%	12 262	1%
TOTAL PRODUITS (A)	1 149 519	100%	928 659	100%
Achat fournitures et matériels	23 383	2%	32 777	4%
Achat études et prestations services	31 659	3%	27 071	3%
Locations copieurs & reprographie	50 140	4%	45 912	5%
Locations immobilières	61 767	5%	60 155	6%
Charges loc entretien réparation	11 060	1%	28 244	3%
Assurance & divers frais	58 661	5%	11 363	1%
Intermédiaires et honoraires	76 955	7%	45 633	5%
Meeting, tirages, copies, publications	146 042	13%	148 964	16%
Déplacements missions et réceptions	56 957	5%	24 863	3%
Frais postaux et de télécommunication	51 244	4%	26 459	3%
Frais bancaires	5 617	0%	5 241	1%
Impôts et taxes	7 470	1%	11 608	1%
Salaires	144 531	13%	178 319	19%
Cotisations sociales	56 940	5%	73 389	8%
Charges financières	10 561	1%	9 978	1%
Amortissements immobilisations	25 333	2%	17 852	2%
TOTAL CHARGES COURANTES (B)	818 320	71%	747 828	81%
RÉSULTAT COURANT : C = (A-B)	331 199	29%	180 831	19%
Solidarité électorale & charges except (D)	74 070	6%	201 355	22%
RÉSULTAT FINAL : E = (C-D)	257 129	22%	-20 524	-2%

MOTION D'ORIENTATION A

En marche pour un nouveau cap de l'écologie en Ile-de-France : gouverner pour la transition écologique

Plus que jamais l'écologie politique est nécessaire. La crise que nous traversons n'est pas qu'une crise financière, mais une crise globale de notre système. C'est la fin d'une hégémonie du Nord sur le Sud, la fin du productivisme et de la croissance à tous crins. La transition écologique est LE chemin pour sortir de la crise, le chemin pour permettre de satisfaire durablement les aspirations de milliards d'habitant-es. En France, un an après les élections présidentielle et législatives, la politique menée par le gouvernement n'est pas à la hauteur des attentes. L'incertitude alimente la désespérance et exacerbe les extrêmes. Les écologistes doivent peser pour infléchir en profondeur l'action politique pour qu'un nouveau cap soit affirmé. Cela nécessite des instances motivées, organisées et efficaces, une mobilisation collective sur les thèmes que nous portons et des collectivités où les élu-es écologistes sont suffisamment forts pour agir.

Un projet écologiste autonome et responsable

Les écologistes doivent prendre toute leur part à la réorientation en profondeur des politiques publiques, en lien avec les citoyen-nes. Partout, ils sont porteurs de la transition vers un autre modèle de société, écologique, innovant et créateur d'emplois. A l'heure où l'ensemble des forces politiques teintent de vert leurs programmes, pariant sur la banalisation et la dénaturation de notre projet, l'autonomie de l'écologie politique est d'autant plus importante que le risque de dilution est grand. Le chemin de l'écologie politique passe par la nécessité d'agir pour convaincre et de réaliser pour démontrer.

En Ile-de-France, notre participation aux exécutifs ancre nos idéaux dans la réalité tout en nous permettant de peser sur les décisions. EELV s'est installé durablement dans le paysage politique français, du local au national, et ceux qui portent le message écologiste pèsent dans le débat public.

En Ile-de-France, les écologistes doivent être en action et en cohérence, sur le terrain et dans les institutions, pour convaincre que l'écologie n'est pas un luxe des moments d'abondance mais LA réponse à la crise. Ne pas camper dans la dénonciation, ne pas renier nos convictions. Nous portons la solution pour dépasser les deux discours de l'impuissance :

- L'idée qu'on ne pourrait rien faire au motif de l'implacable contrainte de la crise
- Le jeu des postures où le verbe est fort, mais le résultat faible.

La parole écologiste doit être tenable, et tenue. Prendre des responsabilités, savoir passer des compromis et trouver des majorités pour lutter en faveur de la cohésion entre les territoires, contre l'urbanisation des terres agricoles, l'exploitation du gaz de schistes, la précarité énergétique ou les paradis fiscaux, mais aussi pour innover, faire rêver, inventer un nouvel avenir pour les francilien-nes, mettre en œuvre la transition énergétique, améliorer les transports et le cadre de vie, défendre la biodiversité sur nos territoires.

Une région solidaire et démocratique

Il est nécessaire aujourd'hui d'initier un grand souffle porteur de la dynamique du mouvement. Le projet de réforme territoriale en Ile-de-France éloigne le citoyen de la prise

de décision. Il multiplie les strates là où le bon sens réclame une simplification, conforte les baronnies locales et le cumul des mandats en bafouant la représentation démocratique. Il fragilise l'échelon régional en éparpillant les compétences entre départements, métropole, intercommunalités, communes... Il incarne la course à la croissance et à la compétitivité, divise les territoires et exclut les habitants de la grande couronne, accroissant la peur du déclassement et de la relégation.

Nous voulons une région renforcée, démocratique et solidaire, où la bonne articulation entre les collectivités rend l'action publique efficace et lisible pour ses habitant-es. La légitimité donnée par le suffrage universel direct y côtoie la diversité garantie par la proportionnelle.

Cela nécessite :

- de mettre en œuvre la solidarité nécessaire à l'égalité des territoires et des habitant-e-s en luttant contre les discriminations et en répondant aux disparités de notre région : emplois, place de la ruralité, des quartiers populaires, et place des citoyens privés d'accès au logement, aux soins, à la culture et au minimum vital
- de favoriser en zone urbaine la biodiversité ordinaire (nature en ville), micro zones de maraîchage, jardins partagés et les circuits courts
- de préparer des mesures fortes pour protéger la santé des habitant-e-s, axées notamment sur la lutte contre la pollution de l'air, les perturbateurs endocriniens et l'amélioration et le contrôle de la qualité de l'alimentation
- de préserver et valoriser les terres agricoles, les ressources naturelles et les biens communs
- de lutter contre le mal logement tout en renforçant le polycentrisme et la logique de bassin de vie afin de limiter les besoins de déplacements et réduire les temps de transports
- d'imaginer une politique de ré-industrialisation tournée vers les emplois verts et les secteurs d'avenir, afin d'apporter en innovant des solutions concrètes à la désindustrialisation
- d'organiser l'opposition aux grands projets coûteux et inutiles (plateau de Saclay, La Défense, stades de football et de rugby, vélodrome de St Quentin, Roland Garros, Tour triangle, Europa City, Village Nature...)
- de renforcer la coopération interrégionale afin de promouvoir un développement équilibré plutôt qu'une logique de compétition.

Etre en capacité d'agir : l'enjeu stratégique des élections 2014 et 2015

Les élections municipales seront l'occasion d'affirmer notre projet localement. Nous sommes légitimes pour conduire des majorités et diriger des collectivités territoriales. Nous avons le potentiel pour avoir beaucoup plus d'élus municipaux en conduisant des listes dans de nombreuses communes d'Ile-de-France.

Les instances régionales soutiendront efficacement les militants, les groupes locaux et les coordinations départementales dans leurs campagnes municipales. Tout autant que d'espaces d'échanges, nous avons besoin d'outils fluides : des banques de données programmatiques, des déplacements d'élus communiqués en avance, des comptes-rendus rapides, synthétiques. La production de savoirs doit

aussi être organisée à l'échelle des bassins de vie car notre enracinement territorial constitue un atout majeur.

Nous souhaitons organiser une Convention régionale de mutualisation des politiques municipales à l'automne 2013, en nous appuyant sur les bilans des actions des élu-es locaux. Cette convention sera aussi l'occasion de former toutes celles et ceux qui veulent s'impliquer plus activement dans leur commune.

Les élections européennes nous permettront de réaffirmer notre attachement à l'union européenne, à la démocratisation de ses institutions, à notre vision d'une Europe fédérale des régions.

Les élections régionales seront l'occasion de réconcilier les territoires et de renforcer le lien entre les habitants. En rassemblant les écologistes sur la base d'un projet alternatif nous préparerons dès l'été prochain une dynamique de conquête de la région Ile-de-France.

Des actions pour un parti en mouvement

Nous devons réaffirmer notre volonté d'être à l'écoute de la société et de nos concitoyen-ne-s. Cela nécessite de poursuivre l'ouverture et le rassemblement de l'écologie politique dans le cadre d'un mouvement qui l'accepte, en élargissant sa base sociale, en se rajeunissant, et en donnant une priorité au développement des Groupes locaux. Notre mouvement est un parti qui accueille peu et mal. L'ouverture proclamée ici et là n'est pas suffisante pour arracher notre appareil à sa force d'inertie. Si nous voulons être d'avantage à l'image de la société, notre mouvement doit se donner les moyens d'une représentation de toutes les diversités, en interne et en externe. C'est bien de développement dont nous devons parler. Le lancement d'une grande campagne d'adhésion, sur des bases claires, permettra de poursuivre la dynamique et de relancer la Coopérative pour laquelle

des moyens ont été dégagés sans résultat durable à ce jour. En matière d'accueil et de formation passons à la pratique.

Optimisons les outils de communication (tracts, affiches, sites internet...) et ouvrons davantage la newsletter aux actions des Groupes locaux. Nous devons aussi assurer la régulation des outils numériques en améliorant l'usage des mails et listes de discussion.

Des cycles de formations thématiques seront mis en place à l'attention des militant-es et des responsables d'EELV. L'accueil des nouveaux adhérent-es sera privilégié en lien avec les Groupes Locaux et les coordinations départementales.

Un Conseil Politique Régional véritable lieu de décision politique

L'administration de notre parti ne doit pas phagocyter la réflexion et l'action : réaffirmons le rôle politique du Conseil Politique Régional (CPR). Le CPR doit permettre la prise de décision et permettre de la transformer en actions militantes de terrain. Renforçons le lien élu-es / militant-es, par exemple en invitant un-e élu-e pour présenter les politiques publiques sur les territoires. Au service des militant-es, le CPR s'attachera à renforcer les commissions régionales et à développer les forums thématiques. Rendons plus accessible l'information (ordre du jour, délibérations et comptes-rendus du Conseil régional et des collectivités). Seule une réelle dynamique de projet régional fédérera les territoires et les militant-es qui les animent. Sans cette projection vers l'avenir et ses déclinaisons opérationnelles, mobilisatrices et territorialisées, nos idées ne prendront pas corps.

Face à la crise économique, sociale et environnementale, nous devons être en marche, aller de l'avant en Ile-de-France !



PREMIER/ES SIGNATAIRES MOTION A : Rodéric AARSSE (92), Armel ABAUTRET (95), Nora ABDELKADER (95), Mireille ALPHONSE (93), Aline ARCHIMBAUD (93), Marie ATALLAH (75), Michel ATALAY (95), Bénédicte ARIES (95), Robert ARSIGNY (95), Ramazan ASLAN (93), Jacques AUBARD (94), Laurent AUDOUIN (75), Suzanne AUGER (92), Yassine AYARI (95), Nadia AZOUG (93), Hyacinthe BABA (95), Frédéric BADINA (75), Jean-François BAILLON (93), Maxime BALDIT (92), Joëlle BARBIEUX-MOREL (75), Gilles BARTHELEMY (93), Denis BAUPIN (75), David BELLiard (75), Farid BEN MALEK (92), Jean BERNARD (93), Vincent BERTHIOT (95), Aurélien BERTHO (93), Célia BLAUDEL (75), Michel BOCK (78), Michelle BOCK (78), Guy BONNEAU (91), Delphine BONNET (75), Laurence BONZANI (91), Bruno BOSSARD (94), Nadine BOSTON (75), Jean-Marie BOUGUEN (93), Marianne BOULCH (94), Abdel-Krim BOURAKBA (95), Latifa BOURAKBA (95), Véronique BOURDAIS (93), Maire-Claude BOURDON (78), Philippe BOURIACHI (94), Ahmed BOUZID (92), Daniel BREUILLER (94), Jean-Marc BRULE (77), Jamal BU-ABDELLAH (92), Brahim BU-ABDELLAH (92), Albine CAILLIE (95), Catherine CANDELIER (92), Claire CARRE (75), Dominique CARRE (93), Muriel CASALASPRO (93), Driss CHAGAM (95), Géraldine CHALENCON (75), Maïté CHAMBAUD (93), Mathias CHAPLAIN (75), Bernard CHAPPELLIER (94), Claude CHAUVET (93), Gisela CHAUVET (93), Nadia CHERANE (93), Patrick CHOTARD (92), Fadila CHOURFI (91), Dominique CLOAREC (92), Yves CONTASSOT (75), Emmanuelle COSSE (75), Dominique CUFFINI (93), Abdenour DAOUDI (91), Florence DE MASSOL (75), Sylvain DE SMET (95), Frédérique DENIS (93), Sophie DEFFARGE (92), Ghyslaine DEGRAVE (91), Didier DELPEYROU (93), Arnaud DESCHAMPS (91), François DESRIAUX (94), Marco DI GIUSTO (75), Yassin DIAF (95), Marie-Pierre DIGARD (91), Abderrahmane DJEMOUAI (95), Idris DJOUADI (91), Thery DOLLEANS (78); Jean-Michel DREYER (95), Sylvie DUFFRENE (93), Cécile DUFLOT (75), Jean-Luc DUMESNIL (75), Bastien DUREL (94), Dominique DUSSART (75), Arnaud DUSSUD (94), Fabienne ELBAZ (91), Léon ESTROUMSA (75), Pascal FAMERY (93), Lino FERREIRA (93), Mireille FERRI (93), Jac FOL (75), Bastien FRANCOIS (75), Patrick FRANJOU (94), Fabienne GABBANELLI (91), Sylvain GAREL (75), Philippe GAUTHIER (93), Anne GELLE (95), Fabienne GIBOUDEAUX (75), Nordine GORI (95), Ziad GOUDJIL (92), Chantal GOURINEL (95), Mathieu GRAMFORT (93), David GREAU (75), Marie-Christine GRENET (75), Frédéric GUERRIEN (75), Christelle HERAULT (94), Anne-Marie HEUGAS (93), Evelyne HONORE (75), Juliette HOSTEN (95), Stanislas HUBERT (92), Vincent HULIN (91), Martine JOUNEAU (94), Jérôme JURJEVIC (93), Tibor KALOCSAY (75), Nabila KERAMANE (78), Samy KHALDI (93), Cléo LALLEMENT (75), Soufiane LARHIM (94), Pauline LAVAUD (75), Fatna LAZREG (77), Jean-Patrick LE DUC (91), Loïc LE NAOUR (92), Safia LEBDI (75), Philippe LEBEAU MONHUREL (93), André LEBRETON (78), Laure LECHATTELLIER (75), Jérôme LEFEVRE (92), Djamel LEGHMIZI (93), Augustin LEGRAND (75), Pascale LEJEUNE (94), Emmanuelle LETALNET (93), Dominique LEVEQUE (75), Robert LION (75), Loïc LORENZINI (75), Jacqueline LORTHIOIS (95), Francine LOSBAR (77), Sébastien MAIRE (75), Jean MALLET (78), Ahmed MAMACHE (95), Eric MANFREDI (93), Annie MARGUERITE (94), Gilles MARTIN (95), Renaud MARTIN (75), Gilles MARTINEAU (91), Janine MAURICE-BELLY (93), Daho MAZOINI (95), Pascale MEKER (92), Sabry MEKRI (94), Halima MENDOUDJ (93), Sevinc MERT (95), Christian METAIRIE (94), Agnès MICHEL (75), Jean-Claude MICHELOT (94), Yves MIRAMONT (93), Zine-Eddine MJATI (75), Catherine Monie M'BARKI (94), Jean-François MONINO (93), Claire MONOD (75), Alain MONTEAGLE (93), Ludovic MONTIEL (94), Hervé MOREL (75), Christophe NAJDOVSKI (75), Naïri NAHAPETIAN (75), Julie NOUVION (77), Abbou OUCHERIF KHALID (91), Mohamed OUREELI (95), Olivier PAREJA (78), Jean-Jacques PAYS (77), Liliane PAYS (77), Antoine PELHUCHE (94), Albert PERANO (75), Hervé PERARD (91), Jacques PERREUX (94), Stéphanie PERRIER (93), David PERRIN (93), Christiane PESCI (93), Michel PESCI (93), Pascal PIERRE-LOUIS (75), Catherine PILON (93), Henrique PINTO (91), Armel PITOIS (77), Coralie PIVARD (94), Jean-Vincent PLACE (91), Olivier PLANQUE (93), Patrick PLANQUE (78), Mariette PORCHE (94), Marie-Françoise PORCHE (94), Anny POURSIHOFF (78), Aymeric PRAT (93), Nadia PRETE (75), Frédéric PUZIN (92), Cécile RANGUIN (93), Christiane RANSAY (94), Julien RANSAY (94), Loiez RAPINEL (95), Charles REMY (75), Sophie RENARD (78), Catherine RIBES (75), Christophe RIBET (94), Jean-François RIMBERT (91), Xavier RIPOLL (95), Stéphane ROBERT (93), Anne-Marie ROCHON (78), Christiane ROCHWERG (95), Dominique ROUDOT (95), Fabienne ROUMET (75), Corinne RUFET (75), Christiane SALATTI (94), Valérie SAMSON-PERRIN (78), Pascal SARAH (93), Fouad SARI (91), Eva SAS (91), Mounir SATOURI (78), Adrien SAUMIER (75), Josette SAUVAGE (94), Ghislaine SENE (78), Olivier SESTER (94), Stéphane SITBON-GOMES (75), Jacques-Julien SERNA (91), Pierre SERNE (94), Gilles SOHM (75), Jonathan SOREL (75), Isabelle SOTTO (92), Jean-Yves SOUBEN (93), Tania SOUBEN (93), Christian SOUBRA (91), François SOULABAILLE (75), Olivier SZULZYNGER (75), Halem TAOUFIK (92), Ludovic THIEBAUX (95), Henri TIRARD (93), Katia TOMBOIS (95), Tân TRAN (93), Pascal VACHER (75), Dominique VOYNET (93), Guillaume VUILLETET (95), Sari YOUNMA (91), Khalid ZOUGAGH (95)

MOTION D'ORIENTATION B

Plus d'écologie pour vivre mieux en Île-de-France

A lors que la convergence des crises politique, économique, écologique et sociale se fait chaque jour plus menaçante pour nos concitoyens, entraînant précarisation accrue, désespérance sociale, repli sur soi et tentation de rejet de la démocratie, le gouvernement de gauche et écologiste ne semble pas réussir à sortir de l'ornière pour proposer un cap suscitant espoir et renouveau démocratique. La majorité actuelle n'en finit plus de descendre dans les sondages d'opinion, tandis qu'en face, la droite, décomplexée par les années Sarkozy et leur dérive idéologique, ne voit plus de raison de refuser la tentation de Faust : une alliance avec le Front National « dédramatisé » de Marine Le Pen. Cela doit nous inciter à réagir d'urgence, car il ne faut surtout pas oublier que l'extrême droite se nourrit des renoncements des progressistes, en l'occurrence un « changement » promis il y a plus d'un an maintenant.

Dans ce contexte délétère, très lourd de menaces pour notre vivre ensemble, les écologistes semblent avoir du mal à faire entendre leur voix et leur petite musique, celle du vivre mieux, dans une société du moins de biens et plus de liens, de la réconciliation des Hommes entre eux et avec leur environnement.

Le constat nous donne raison mais rien ne sert d'avoir raison seul contre tous ! Il ne s'agit plus d'attendre la venue d'un Homme providentiel, mais de proposer des chemins, des solutions concrètes, au quotidien, des petits matins plutôt que des grands soirs.

C'est pourquoi les écologistes agissent depuis de nombreuses années pour améliorer la vie des Franciliennes et des Franciliens. Elu-es et militant-es luttons pour le maintien et la création d'emplois, l'amélioration des transports, l'accès au logement, la préservation de notre environnement et de notre santé ou la lutte contre les discriminations. **Dans une majorité de gauche, les écologistes réussissent depuis 15 ans maintenant à transformer notre région.** Nous pouvons être fiers du travail accompli, face à de nombreuses résistances, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant de faire de notre région un territoire résilient, équilibré et solidaire.

Malgré notre action et celle de nos partenaires, les fractures restent nombreuses entre l'Île-de-France et les autres régions, et au sein même de notre territoire francilien. Le projet de « nouveau » Grand Paris fait peser le risque d'un accroissement des inégalités sociales et territoriales. La création d'une métropole au fonctionnement complexe et peu démocratique se fait au détriment de l'échelon régional, principal garant de l'équilibre entre petite et grande couronnes parisiennes. Pire, cette Métropole semble vouée à faire de Paris une Ville monde essentiellement tournée vers la compétitivité, l'attractivité et la croissance économique au détriment de la cohésion sociale et territoriale. Si les écologistes ne s'opposent pas au souhait de faire de notre région un territoire innovant, attractif et rayonnant à l'échelle européenne et mondiale, nous devons veiller à ce que son projet de développement intègre les problématiques de transition écologique et d'égalité sociale et territoriale. Notre projet doit privilégier la logique des

bassins de vie – qui recouvriraient des intercommunalités de projets – et favoriser un développement polycentrique de la métropole parisienne.

Il s'agit également de donner corps à nos valeurs de sobriété et de solidarité en refusant les grands projets d'infrastructures coûteux et inutiles et en renforçant la péréquation financière entre les territoires riches et ceux en difficulté.

Dans les mois qui viennent, nous allons vivre les campagnes des municipales puis des européennes. Ce sont pour les écologistes les échelons pertinents pour mettre en avant des propositions qui sauront démontrer la richesse de nos différences et la pertinence de nos solutions.

Autonomie et émancipation

Le premier mot d'ordre est l'autonomie de l'écologie politique. En travaillant dans les institutions pour respecter nos engagements, en confrontant notre projet écologiste avec la gestion socialiste, en dénonçant la politique réactionnaire et inégalitaire de la droite, nous affirmons quotidiennement la force, l'autonomie et la pertinence de notre projet politique.

Demain plus qu'hier, nous nous fixerons comme objectif prioritaire de rétablir la confiance des citoyens dans leurs institutions locales et nous nous mobiliserons fortement sur le terrain pour réduire l'abstention à tous les scrutins.

Égalité des territoires et des habitants

Nous devons en priorité répondre à l'urgence sociale qui règne dans les quartiers populaires de notre région. Rien n'a changé depuis les émeutes de 2005, la situation s'est même aggravée dans nombre de quartiers où les services publics s'affaiblissent et le chômage augmente. **Il nous faut affirmer et prouver que l'écologie n'est pas l'apanage d'une bourgeoisie des centres urbains mais qu'elle apporte des solutions pour toutes et tous** d'autant plus que nous pouvons compter sur la présence au gouvernement d'une Ministre écologiste en charge de l'égalité des territoires. Nous devons nous adresser en priorité aux plus précaires, aux premières victimes du chômage, de la dégradation environnementale, du mal logement, de la hausse du coût de l'énergie et de la relégation territoriale et traduire cela par l'accompagnement des groupes locaux qui sont impliqués sur ces territoires.

Nous devons enfin rappeler que l'Europe est l'échelon indispensable et pertinent pour la transition écologique, surtout en ces temps de vache maigre où les fonds structurels européens sont vitaux pour contrecarrer la baisse des dotations budgétaires nationales aux collectivités. L'Union européenne n'est pas la responsable de tous nos maux, mais au contraire le seul horizon possible d'un avenir commun prospère, pacifié et démocratique.

Traduire dans les actes notre volonté politique

Afin de porter concrètement ces orientations politiques à l'échelle de l'Île-de-France, nous devons faire des instances régionales de notre mouvement un lieu d'aiguillage, d'animation et de priorisation politique. Elles doivent également se donner les moyens de mettre en place les initiatives que nous proposons.

Dans la perspective des municipales, nous devons nous appuyer sur notre expérience, la faire connaître, et ouvrir des perspectives vers un modèle de gestion écologique efficace. Nous devons en particulier mutualiser les expériences de nos élus locaux. Nous proposons donc de tenir à l'automne 2013 une convention régionale de mutualisation des politiques municipales destinée à confronter les expériences. Nous aurons ainsi une cohérence accrue pour les campagnes municipales, un renforcement de la subsidiarité, une meilleure visibilité des innovations politiques et citoyennes.

Nous nous mobiliserons également pour une citoyenneté élargie par le biais d'outils concrets comme la citoyenneté européenne, le droit de vote des résidents étrangers ou encore la démocratie participative.

La vie de notre parti en Île-de-France

Nous voulons faire notre parti non pas un organe technique d'accompagnement logistique et de financement, mais aussi un lieu de débat, de travail, d'innovation et d'expérimentation, à l'image de la société que nous souhaitons aider à faire émerger. Dans ce cadre, il est essentiel d'accorder une place accrue au débat dans les groupes locaux, seuls relais possibles pour porter notre projet, recruter de nouveaux militants, représenter la diversité de notre population et faire remonter les problèmes de nos concitoyens. Dans cette perspective, nous devons nous doter en interne d'une instance qui ne soit pas seulement une chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs, ou de simple examen des demandes d'adhésion, mais plutôt un outil de réflexion, d'animation et d'impulsion politique avec un fonctionnement plus collégial.

Nous voulons donc donner un rôle plus important au Conseil politique régional (CPR). Il doit être un véritable organe législatif, un lieu qui permet la rencontre entre les adhérents et leurs élus. Nous souhaitons qu'à chaque réunion ait lieu un débat, en présence notamment des conseillers régionaux, et si possible d'élus locaux ou de parlementaires, sur un thème donné.

Le CPR ainsi rétabli dans son rôle restaurera le lien permanent avec les conseils politiques départementaux et les groupes locaux, assurant la cohésion du parti tant pour les militant-e-s que pour nos alliés, les associations et l'opinion. La composition du CPR et du BER doit aussi mieux refléter l'équilibre entre Paris et ses territoires périphériques ainsi que les diversités.

De même, le lien entre le parti et ses élu-es, notamment régionaux, devra être renforcé. Sans pour autant mettre en cause le principe selon lequel il n'y a pas de mandat impératif, le CPR doit faire connaître au groupe écologiste au Conseil régional d'Île-de-France ses recommandations des sujets ; il devra s'assurer d'échanges entre les organes du parti et les élu-es.

Enfin, des moments de liens militants, des lieux de mise en partage de savoirs, doivent intégrer notre projet régional. Nous souhaitons organiser chaque année une fête de l'écologie, creuset d'une rencontre festive et féconde avec les habitants, les associations et autres acteurs de la société civile, pour faire évoluer positivement notre image et populariser nos idées et propositions.

D'autres projets, notamment des universités populaires, doivent être mises en débat.

Nous nous engageons à favoriser le débat et les prises de décisions politiques dans la séquence de mutations difficiles et importantes dans laquelle nous sommes. Nous mettrons tout en œuvre pendant cette mandature pour restaurer et transmettre le désir et la joie de militer, l'envie de participer et de construire pour que chaque adhérent-e, chaque citoyen-ne ait confiance en un avenir meilleur.



SIGNATAIRES MOTION B : Isabelle Agier (94), Chantal Amar (75), Marie Aoustin (75), Chantal Ascoet (92), Pascal Audry (93), Geneviève Auger (75), Lea Balage (75), Julien Bayou (75), Fatiha Belacel (92), Gilles Bénard (75), Jean-Jacob Bicep (75), Bruno Blombed (91), Julien Bonnet (75), Bernard Bosc (78), Michel Bourgain (93), Jacques Boutault (75), Daniel Burette (94), Kathy Carime-Jalime (75), Liliane Carissimi (75), Yves Chagneau (92), Etienne Charron (91), Evelyne Cohen-Lemoine (75), Simon Cottin-Marx (75), Laurent Coumel (75), Louis Dassonneville (75), Rose de la Fuente (77), Anne De Rigny (75), Adrien Delassus (75), Karima Delli (92), Manu Domergue (75), Véronique Dubarry (75), Janine Duranton (75), Rémi Fargeas (93), Hicham Fassi Fihri (75), Corine Faugeron (75), Joan Fenet (95), Karine Furlon (75), Danièle Fournier (75), Marie-Claude Fournier (92), Alain Fournier (92), Yves Frémion (75), Anne-Claire Gallais-Serezal (75), Françoise Galland (75), Jean-Michel Gambier (77), Jérôme Gleizes (75), Claire Grover (75), Jacqueline Guénin (75), Rémi Guerber (75), Valérie Guerout (92), Ghizlaine Guessous (92), Elodie Guillerme (75), Neila Hamadache (92), Nicolas Hervé (75), Pierre-Yves Jourdain (75), Cécilia Joxe (75), Benjamin Joyeux (93), Wandrille Jumeaux (93), David Jutier (78), Françoise Kiefé (75), Jean Lafont (75), Annie Lahmer (94), Claire Le Cornec (91), Martine Lebranchu (75), Alain Leclerc (77), Gilles Lemaire (75), Marie-Geneviève Lentaigne (93), Florentin Letissier (75), Vincent Madeline (75), Renaud Mandel (75), Pierre Margain (75), André Martin (95), Lucia Martini-Scalzone (75), Nadia Metallaoui (92), Patricia Millot (78), Odile Montagne (77), Hassiba Muller (75), Charlotte Nenner (75), Patrick Petitjean (93), Pascal Piedeleu (95), François Pignet (93), Sonia Pignot (93), Philippe Ponge (92), Alin Popescu (75), Michèle Priser (75), Sylvain Raifaud (75), Christine Ratzel-Togo (93), Claude Reznik (93), Serge Rivret (75), Laurent Saint André (75), Rose-Marie Saint-Germès Akar (95), David Santana (75), Pierre Stoeber (93), Katiana Tacite (75), Marc Tautou (93), Soualio Toure (75), Marie Toussaint (75), Philippe Vicherat (75), Jean-Jacques Viltto (77), Stéphane Weisselberg (93), Marianna Widmann (75), Marguerite-Marie Young (75)

MOTION D'ORIENTATION C

OUVRIRE

Construire la transition écologique dans la démocratie

La crise témoigne avant tout de l'échec d'un système de développement dominant sur notre planète : le productivisme. L'Union européenne, quant à elle, récolte les fruits amers de décennies de politiques libérales soumises à une mondialisation débridée, aggravées par l'absence de gouvernance, les dérèglements budgétaires bancaires et financiers, la prédation des écosystèmes et la chute de la biodiversité.

Pour nombre croissant de nos concitoyen-nes, la peur de l'avenir se conjugue déjà au temps présent. Malgré des mesures concrètes en rupture avec la politique d'injustice sociale de Sarkozy – notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'énergie, de l'environnement, du logement, la mise en chantier de lois en faveur de l'égalité des droits et des territoires – la réorientation d'une vraie politique n'est pas au rendez-vous des espérances que la victoire de la gauche et des écologistes avait suscitées. La politique d'austérité issue de l'héritage budgétaire de la droite fait flamber le chômage, bloque les investissements d'avenir. Par-delà les affaires et les scandales, le politique est discrédité tant son incapacité à mettre en œuvre des solutions efficaces et justes est patente.

La situation de l'Île-de-France est indissociable de ce contexte. Elle présente toutes les contradictions liées au développement des mégapoles : d'abord, l'insolente confrontation de la richesse et de la pauvreté et les inégalités sociales exacerbées par la spéculation foncière et immobilière.

À l'image de toutes les grandes métropoles **notre région est une terre d'immigration**, un espace d'accueil et de brassage. Cette réalité sociale absente de bien des discours politiques dit assez que la représentation électorale ne reflète pas la diversité des populations. La ségrégation liée aux origines accentuée et épouse les contours de la relégation sociale. Elle porte en germe l'« ethnicisation » de nouveaux conflits sociaux. La « crise chronique des banlieues » est la conséquence de la marginalisation des quartiers populaires et la dégradation des services publics et de proximité. **La ségrégation spatiale conforte la ségrégation sociale.**

L'agglomération francilienne, elle aussi, s'est développée par et autour de l'automobile. Résultat ? Prémption de l'espace public, engorgement, pollution de l'air, bruit, dépendance aux hydrocarbures, gaspillage... C'est le lourd tribut payé à la mobilité.

L'étalement urbain a aggravé la situation au détriment des espaces agricoles et des espaces naturels.

La concentration des activités financières et commerciales s'est opérée au bénéfice des placements spéculatifs internationaux pour toujours plus de rentabilité, elle a accentué les déséquilibres du développement régional, défait le tissu industriel, saccagé l'emploi.

Enfin, l'Île-de-France connaît une crise de gouvernance. Les différentes réformes de la décentralisation n'ont toujours pas incité l'État à renoncer à une politique d'ingérence vis-à-vis de la « Région-Capitale ». La mise en place du pro-

jet et de la société du Grand Paris en est l'illustration et le produit d'un laborieux compromis entre intérêts différents et volontés politiques contradictoires. Une rupture **avec le centralisme jacobin s'impose afin de rétablir l'égalité des territoires** face à la fiscalité locale et au développement économique.

L'écologie des solutions

Pour répondre à cette crise multiforme l'écologie politique apporte des réponses cohérentes.

La droite, comme une large partie de la gauche traditionnelle, restent prisonnières d'une conception du développement fondée sur la seule logique économique, laquelle s'inscrit nécessairement dans la logique du marché et de la concurrence entre les territoires. Les débats sur le gaz et l'huile de schiste, les projets de création de vastes zones commerciales ou dédiées au tertiaire sur le Triangle de Gonesse, comme ceux prévus pour l'enseignement et la recherche sur de semblables et riches espaces agricoles, obligent à ne pas faiblir sur **l'exigence de la transition énergétique et écologique.**

Le concept d'écorégion doit être enrichi et élargi à l'ensemble des thématiques sociales. La construction de la nouvelle civilisation urbaine doit être pensée en rupture avec la ville ségrégationniste. Notre devoir est de lutter contre les écarts croissants entre ouest et est franciliens, de combattre l'étalement urbain et le grignotage des espaces naturels et des terres nourricières. À nous de faire de **notre euro-région** un modèle de développement durable où les grands choix d'aménagements, de transports, de logements sont décidés démocratiquement avec les habitant-es.

Construire un nouveau modèle de développement, c'est poursuivre et amplifier l'aménagement et l'équipement d'une ville économe en énergie et en déplacements, préserver l'eau et veiller à sa gestion, lutter contre les pollutions de l'air, des sols, restreindre les rejets et les déchets, protéger des atteintes à la santé, prévenir les risques naturels et technologiques... ; c'est lutter contre toutes les discriminations, inventer de nouvelles formes de démocratie participative, de solidarité, d'enrichissement mutuel par l'apport de la différence de chacun-e ; c'est mettre en œuvre l'écologie des quartiers ; c'est ouvrir sur un monde offrant les libertés de choix de vie, de rencontres, d'activités, de pratiques culturelles, d'accès au logement, à une nourriture de qualité, aux services, à la formation... ; c'est traduire dans les faits que **la transition écologique et énergétique** n'est pas un problème mais **la solution** grâce à la création de nouvelles activités et de nouveaux emplois. C'est la solution pour mieux vivre ensemble au sein d'une « vraie politique de la ville ».

Au sein de l'Europe des régions, il est de notre responsabilité d'écologistes d'ouvrir des pistes, d'exposer des perspectives, de porter un regard ouvert sur l'Europe et au-delà, de mettre en débat nos solutions et celles de nos alter-égo, d'expérimenter, d'innover là où nous sommes

en responsabilité, et partout de « polliniser » la nécessaire « écologie sans frontière ».

Pour répondre à ces enjeux **notre mouvement doit être à la hauteur de ses ambitions**. Certes, notre influence dans l'élaboration des politiques publiques régionales ou locales a contribué à faire évoluer le quotidien de beaucoup de nos concitoyen-es. Mais en dépit de l'espoir soulevé par la création d'Europe Écologie Les Verts, le « soufflé » est retombé. Nous restons coupés de la majorité de nos concitoyen-nes, dialoguant souvent entre nous. Les difficultés de la mise en place de la coopérative, l'accueil et la fidélisation de nos nouveaux adhérents sont (trop souvent) l'illustration d'un fonctionnement centré sur la préservation de pouvoirs internes ou de positions acquises plutôt qu'ouvert sur la société – nous le savons bien.

Or, nous avons une responsabilité collective. Nous devons rompre avec les stratégies de parti, dépasser le stade de « gestionnaires d'un fond de commerce politique ». Nous devons renouveler nos pratiques si nous voulons **devenir la force de la transition écologique de la société**. De ce point de vue, notre organisation régionale occupera une place centrale pour impulser **un projet politique pour l'île-de-France** lors des prochaines séquences électorales.

Pour peser sur les choix à venir nous devons nous ouvrir, coélaborer avec la société et avec la coopérative écologique les choix structurants de notre territoire, tels ceux du **projet du Grand Paris**, la gouvernance de l'agglomération francilienne l'urbanisation, l'aménagement et le développement économique, la place de la ruralité.

Un nouveau souffle pour le CPR (le conseil politique régional)

Le nouveau CPR dont notre implication dans la rédaction du nouveau règlement intérieur laisse augurer qu'il **veillera au meilleur fonctionnement du mouvement dans le respect des principes de subsidiarité et de collégialité** des décisions à tous les échelons, poursuivra le travail de diffusion de l'information, garantira la transparence des décisions

de chaque échelon, la gestion démocratique des listes électroniques de diffusion et de discussion. Pour prévenir les conflits d'intérêts le CPR veillera au rapport éthique entre les élu-es /salarié-es /collaborateurs-trices et tout fournisseur ou prestataire.

Le nouveau CPR développera le travail des commissions existantes, l'élargira à d'autres thématiques, impulsera un travail de réflexion et d'évaluation avec les élu-es et les associations concernées. Des groupes de travail sur une thématique d'actualité, des forums, des ateliers-débats seront organisés. Les commissions seront dotées des moyens administratifs et de fonctionnement. Elles rendront compte, régulièrement, de l'avancée de leurs travaux devant le CPR afin d'**alimenter le débat politique**.

Le nouveau CPR fera vivre notre mouvement, aidera à l'autonomie des groupes locaux, accompagnera ou suscitera leurs initiatives, organisera la formation et l'échange d'expériences des responsables locaux à travers une approche thématique, en fournissant des outils de communication adaptés.

Le nouveau CPR s'engagera à **mettre en œuvre des actions de formation pour les militants** qui permettront d'enrichir le fonds politique de nos adhérents et sympathisants, de mieux animer et structurer notre parti, d'aider au renouvellement de ses cadres pour peser davantage au sein de la politique française.

Le nouveau CPR impulsera **une campagne d'adhésion** sur la base de la dynamique des élections de 2014. La qualité de l'accueil des nouveaux adhérents et le suivi de leur insertion dans le mouvement sont prioritaires pour faire grandir notre parti. L'adhésion ne doit plus être objet de suspicion mais un sujet d'ouverture vers et pour les citoyens.

Ensemble, continuons d'être les acteurs de l'ouverture et de l'évolution démocratique de notre parti, construisons la société de la transition écologique.



SIGNATAIRES MOTION C : Laurence ABEILLE (94), Djamilha AHMINDACH (93), Gilles AMANDIO (91), Anne d'AMBRA (75), Octave ANOU (94), Patricio ARENAS (93), Rodrigo ARENAS (93), Liliane ASTIER (75), Gérard ATEKIAN (93), David AUERBACH CHIFFRIN (75), Mehdy BELABBAS (94), Hasna BENDRISS (93), Maryam BENDRISS (93), Houria BENFREHA (93), Frédéric BENHAIM (75), Marie Benouchene (75), Stéphane BERNARD (78), Marie-Amélie BERTIN (94), Daniel BONNICI (91), Abdellah BOUALLAGA (93), Mohamed BOUALLAGA (93), Brigitte BOUCHET-FABRE (78), Zaïa BOUGHILAS (93), Bernard BOURDEIX (75), Dominique BRENGAR (75), Georges BUISSET (91), Frank BURBAGE (75), Ivan CANIFRU MALIG (77), Jean-Claude CAPRESSE (93), Maggie CAZAL (75), René CELHAY (75), Jean CHAGNY (94), Patrick CHAIMOVITCH (92), Rayane CHAWAF (75), Karim CHERID (95), Kader CHIBANE (93), Mourad CHOUALI (93), Philippe CLUZEAU (77), Louis COFFLARD (77), Eric COQUELIN (91), Lola COUTURE (95), Yann CRUSE (92), Jean-Marc DENJEAN (92), Jean DESESSARD (75), Line DEWEULF (75), Françoise DIEHLMANN (92), Farid DJABALI (77), Ferhat ERDOGAN (93), Abed ESSAKHI (93), Ali ESSAKHI (93), Lahcen ESSAKHI (93), Agathe EYRIOLLES (75), Jean FAUROUS (75), Zohra FEKIH (93), Barbara FELEDZIAK (75), Guillaume FILLON (75), Marie FRAPIN (75), Claire GAGNIERE (92), Mireille GAIRIN (94), Natalie GANDAIS (94), Camille GARBELL (77), Lodie GARBELL-GRAATSMAN (77), Stéphane GATIGNON (93), Laurence GRAFFIN (75), Mustapha GUERRE (93), Fodhil HAMOUDI (93), Patrick HIRIGOYEN (75), Isabelle JARRY (75), Bernard JOMIER (75), Bertrand JULLIEN (75), Mamadou KEITA (93), Sylvain KERSPERN (77), Karima KESSAL (75), Melkemi KHADRA (93), Brahim KHAMCHANE (93), Fatima KHAMCHANE (93), Emmanuel KUJAWSKI (93), Catherine LACHENY (75), Eszter LAFITTE (78), Michelle LAPERROUSAZ (75), Oussama LARAICHI (75), Cyril LARONDE (93), Fatima LARONDE (93), Imen LARONDE (93), Anne LAUNAY (91), Hervé LAURENT (78), Marie-Pascale de LAVILLATTE (75), Nathalie LAVILLE (75), Frédéric LEBERRE (77), Fanny LE CLEZIO (94), Julia LE NOE (95), David LE PABIC (75), Dan LERT (75), Hélène LIENHARDT (77), Alain LIPIETZ (94), Danièle MABILLOTTE (92), Fabrice MBANGA (94), Yann MARTINEZ (92), Claire MARYNOWER (75), Nicolas MASSART (95), Mouloud MEDJALDI (93), Sandrine MEES (75), Karine MEREL (77), Richard MERRA (92), Ali MEZIANE (93), Jonathan Morice (75), Georges MOREIRA (93), Gilles MOUE (94), Jacques MOULIN (92), Michel NARBONNE (94), Aminata NIAKATE (94), Fawa NIAKATE (94), Hawa NIAKATE (94), Kande NIAKATE (94), Moussa NIAKATE (94), Edouard PELLERAY (75), Guillaume PENEAU (75), Quentin PICQUENOT (75), André-Gérard PILLOIS (93), Michel RIZZO (93), Anne-Marie ROUCHON (78), Franck ROLLAND (77), Pilar Saldivia (78), Constantine SKOUTARIDES (78), Marc SAGETAT (91), Annick SANSONI (93), Benjamin SBRIGLIO (75), Thierry SCHAFFAUSER (75), Houria SEHILI (92), Gervais SIKI (94), Valérie SIKI (94), Fouzia SHOUL (95), Alexandra SOURGENS (94), Virginie SOURGENS (94), Anne SOUYRIS (75), Philippe STANISIÈRE (75), Laurent TAUPIN (94), Eric THEBAULT (75), Soualio TOURE (75), Antoine VALABRÈGUE (75), Rosandre VALLERAY (94), Pierre VALPREDA (92), Denis VÈNE (75), Pascal VESVRE (77), Enoy VILSAINT (94), Dorette WANDJI TCHANA (94), Salomon WANDJI TCHANA (94), Amigo YONKEU (94), Rosalie ZANHE LOU (94), Romain ZAVALLONE (94), Arlette ZILBERG (75)...

MOTION D'ORIENTATION D

Quel Avenir Ecolo pour les Franciliens et Franciliennes ?

De nombreuses voix se font entendre au sein d'EELV pour exprimer malaise et inquiétude face aux renoncements du gouvernement, aux ambiguïtés des écologistes dans certains exécutifs, aux désillusions des Français-es : crises, perte de confiance dans les institutions, spectre de l'extrême droite ...

Si tout cela était prévisible ? N'avons nous pas systématiquement minimisé l'ampleur de la nécessaire réduction de l'empreinte écologique pour être PS compatibles ? N'avons nous pas édulcoré notre position sur la décroissance au profit de la croissance verte destinée à rassurer les électeurs/trices ? N'avons nous pas oublié qu'à parler le même langage que les autres partis, nous ne constituons plus un rassemblement porteur de réalité, d'espoir en un monde plus équitable pour chacun/e, d'avenir pour les générations futures ? N'avons nous pas au sein de certains exécutifs fait des choix qui rendent illisibles et incompréhensibles nos valeurs et ce pour quoi nous combattons depuis des décennies ?

L'Ile-de-France va de plus en plus mal !

Une illusion de bonne santé est largement entretenue par le PS et l'UMP, qui conçoivent l'Ile-de-France comme la locomotive de la France reposant sur l'attractivité financière et les échanges internationaux, justifiant le « toujours plus » : croissance, consommation, grands projets de prestige, inutiles et imposés.

Pourtant les inégalités et ruptures s'accroissent : enrichissement des communes riches quand les communes pauvres s'appauvrissent, hyper concentration de l'emploi en zone dense et dans les quartiers d'affaires, artificialisation des terres agricoles, augmentation de la mobilité contrainte, disparition d'emplois industriels. Tout cela accroît la fragilisation, le mal vivre des habitants/tes, sous des expressions multiples.

En face de ces réalités, quels projets ? Un centre commercial d'envergure européenne en plein champ à Gonesse, des « villages nature » sur des terres agricoles en Seine-et-Marne, un campus « Grand Parc » sur des zones vertes à Villejuif (maraichage notamment), un cluster sur les terres agricoles du plateau de Saclay, des centaines de milliers de m² supplémentaires de bureaux à la Défense, un port démesuré à Achères avec le prolongement d'une autoroute, la mise au pas de la recherche ... Les élus locaux se satisfont des promesses d'emplois, de transports, entraînés dans des logiques de concurrence et non de coopération.

Le projet productiviste de l'Etat Sarkozyste est devenu celui de J.P. Huchon et de la région ! Le premier ministre annonce en outre une métropole de Paris qui fait le jeu du centre de l'agglomération, accumulateur des richesses, au détriment de la grande couronne, en confiant à quelques édiles le sort de cette métropole, au mépris des règles démocratiques élémentaires qui voudraient des élections au suffrage direct dans les instances de gouvernance. Il organise la concurrence entre métropole et région dont il amoindrit le rôle, déployant ainsi une vision hostile à une réelle régionalisation.

En Ile-de-France, EELV : Quel rôle ? Quelle place ? Quelle force ?

Le positionnement écologique d'EELV est crucial au regard des enjeux pour la région, car l'Ile-de-France socialiste productiviste déjà hypertrophiée, persiste dans son ambition d'attractivité et de captation des richesses au détriment des autres régions. EELV a vocation à décrypter au regard des valeurs de l'écologie politique, à faire remonter les attentes des Franciliens/nes, déconstruire le discours dominant, imaginer et innover, agir. Etre moteur pour démontrer nos forces qui seules obligent nos partenaires à passer et respecter des accords.

Les élus doivent donc pouvoir s'appuyer sur un CPR ferme sur ses choix politiques, à partir des fondamentaux et des idées qui font rupture, en particulier :

- réaffirmer que nos ressources sont limitées, qu'il faut sortir du dogme de la croissance et de la compétitivité, qu'il n'est pas malséant de parler de nature, qu'il faut réinventer l'utilité sociale, refonder notre rapport au temps...
- remettre en cause tous les vecteurs de la croissance, sans oublier d'interroger la fonction transports qui doit être au service de la proximité et non des patrons qui déplacent leurs employés
- entrer dans une logique de substitution des activités et non d'accroissement permanent
- anticiper les transformations de la société et organiser la résistance à la désagrégation économique et sociale en soutenant les projets locaux de transition
- savoir reconnaître que la transformation écologique demande des efforts aux citoyens/nes et que l'impulsion de proche en proche induit un réel changement
- qu'en parallèle les pouvoirs publics doivent favoriser l'émergence de ces initiatives
- et savoir reconnaître les limites du politique ...

En Ile-de-France il est urgent de trouver de nouvelles façons de favoriser l'expression citoyenne et l'interaction entre citoyens et collectivités pour rendre leur capacité d'agir aux habitants/tes.

Avec Avenir Ecolo, dire non aux grands projets d'aménagement qui accroissent l'empreinte écologique de l'Ile-de-France et augmentent les inégalités

Nous voulons un rééquilibrage des territoires et non le développement de pôles de compétitivité qui concentrent les emplois en les transférant et augmentent les déplacements contraints des salariés, nous voulons un vrai équilibre zones d'emplois/zones d'habitat, l'arrêt des grands projets inutiles.

Nous souhaitons que la région se dote d'un objectif d'arrêt de l'artificialisation des sols à court terme. Nous soutenons une structuration polycentrique (et non concentrique) de l'Ile-de-France organisée à partir des territoires et des projets construits avec les habitants, permettant un desserrement de l'emploi francilien à l'intérieur de la région. Nous voulons réduire l'hypertrophie de l'Ile-de-France au profit d'un régionalisme actif et de l'entraide entre les régions. Nous devons faire preuve de volontarisme pour aller vers la sobriété et la décroissance. Plutôt que la métropole de Paris, nous voulons le renforcement des compétences régionales dans la conduite des politiques publiques et notamment de nouveaux instruments en matière d'autonomie et de péréquation fiscales dans une logique de compensation des inégalités territoriales.

Avec avenir ecole, des propositions pour le futur conseil politique régional

Un CPR pour innover

Innover dans les pratiques, les modalités d'échanges avec les militants, adhérents, coopérateurs.

Le CPR peut avoir du mal à trouver sa place, les contraintes liées aux tâches de gestion étant chronophages et les moyens limités. Simultanément le rôle des groupes locaux se renforce, un nouvel équilibre est à construire avec eux et avec les coopérateurs.

Le futur CPR devra s'emparer de cette problématique directement avec les intéressés dans un échange interactif et aboutir dans un délai de trois mois à une proposition de fonctionnement qui permette de relayer plus directement les attentes des groupes locaux et d'organiser des débats structurants pour la vie d'EELV Ile-de-France.

Mieux connaître les initiatives citoyennes, être en capacité d'analyser et de s'en faire le relais auprès des collectivités

Agir sur les territoires, favoriser l'innovation environnementale et sociale sous toutes formes, faciliter l'échange de savoirs, transformer le quotidien, retrouver la nature, se réapproprié son alimentation, son temps... toutes les pistes d'auto-organisation participent de l'évolution des consciences des citoyens comme des élus, contribuent à la reprise en main par chacun/e du politique et à débloquer la transformation de la société.

Un CPR pour garantir la parole régionale propre d'EELV

La défiance actuelle vis-à-vis du politique se fonde à la fois sur des cas particuliers médiatisés tout autant que sur le constat accru du décalage entre l'ampleur des promesses

et la réalité des actes. EELV se doit d'être exigeant dans son organisation pour se forger ses propres positions et de les faire connaître à travers :

- **Une exemplarité de fonctionnement**

Transparence sur les possibles conflits d'intérêt s'agissant des membres du bureau exécutif régional, sur les indemnités d'élus, etc

- **Une veille et intervention en amont sur les projets pour l'Ile-de-France**

Absence volontaire de débat public sur l'opportunité du Grand Paris, concertations et enquêtes publiques sans réel accès aux informations des habitants/tes et des associations, rendant difficile l'élaboration d'une véritable contre expertise, non prise en compte des avis des citoyens : une fois de plus tout cela nuit à la démocratie.

Ces mécanismes opaques rendent encore plus nécessaire pour EELV d'intervenir en amont pour un vrai droit à l'information de tous et l'organisation démocratique du débat public, en lien direct avec les associations.

- **L'élaboration de positions propres d'EELV IDF**

Les commissions régionales ont un rôle essentiel à jouer dans cette phase de construction des positions qui devront être communiquées en interne et externe pour pallier la difficulté d'existence du CPR Ile-de-France dans une région monopolisée par les problématiques nationales.

- **Les échanges avec les élus**

Le futur CPR devra, dans un délai d'un mois, construire et proposer aux élus une méthode de travail permettant d'échanger sur les dossiers en cours et à venir.

Un CPR pour créer les conditions de rassemblement des écologistes sur des listes autonomes

La période électorale à venir sera l'occasion de choix forts, pris dans le respect des échelons de décisions concernés. Si le CPR n'a pas à se substituer à ces échelons, il a vocation à faire connaître une pensée de l'écologie politique autonome.

Un Avenir Ecolo pour les Franciliens/nes, c'est l'enracinement dans nos fondamentaux, l'innovation dans le quotidien, les méthodes, les idées, c'est l'autonomie de notre positionnement.



SIGNATAIRES MOTION D : Claudine PARAYRE (78), Jean MORLAIS (93), Michel ROUYER (91), Michel POIRIER (93), Anne LEGUENNIU (92), Jean-Joseph ALAIN (94), Yann MOREAU (75), Hanna CLAIRIERE (93), Bernard ROZE (95), Annie COUPAS (78), Joël CHENAIS (75), Maribé DURGEAT (93), Jean-Louis ZENTELIN (75), Laurent SAINTE FARE GARNOT (78), Colette LECUYER (91), Franck BARRAUD (78), Emmanuel RODRIGUEZ (95), Isabelle LE JEUNE (78), Jean-Marc BRÉGEAULT (95), Loïc LE MOIGNE (78), Anne LE BOT (75), Gaël CALLONNEC (78), Pierre LUCOT (75), Jean Pierre BASTIDE (78), Franz VASSEUR (75), Iliane SEBIRE POLIZZO (91), Christian ROZE (78), Philippe SALVI (91), Françoise FIAT (78), Françoise HOFFET (92), Jean-François MICHEL (78), Patricia KASPERET (91), Hélène HAREL (78), Philippe DAGUENET (91), Nicole COMBREDET (75) Benjamin SIMONET (93), Djamel ATHARI (77), François DOUCET (94), Benedicte MONVILLE DE CECCO (77)

MOTION PONCTUELLE

La pépinière d'EELV IDF

La VI^e République à laquelle nous aspirons est celle d'un parlementarisme revifié qui doit assurer une meilleure représentativité de nos élu.es : que devient le système représentatif quand les partis sont dans l'incapacité d'être à l'image de notre société ? Avant même qu'ils n'intègrent les bancs de l'une de nos Assemblées, où sont, dans nos partis, les agriculteur.rices, les ouvrier.ères, le salarié.es, les salarié.es du privé, les immigré.es ou enfants d'immigrés ? Comment fait-on, lorsque l'on est hors des réseaux de pouvoirs, pour intégrer cette classe d'élu.es ? Comment peut-on prétendre à un changement de pratiques lorsque l'on ne pose pas préalablement la question du recrutement de nos responsables politiques ?

Notre mouvement se bat depuis longtemps pour le renouvellement démocratique des élu.es, via notamment l'interdiction du cumul de mandats dans le temps. Cette bataille politique doit s'amplifier par l'émergence d'une génération différente car diversifiée, aux idées et aux pratiques vraiment autonomes et plus en phase avec les attentes de la société. Sur le plan de la sociologie politique, cela implique en tout premier lieu de diversifier le recrutement de nos adhérent.es et de nos cadres. Pour que les personnes issues des classes populaires puissent venir à l'écologie politique, nous devons renforcer nos campagnes d'adhésion auprès de ces populations, leur faire une place dans les instances dirigeantes de notre mouvement et bien évidemment leur donner la possibilité d'occuper des postes d'élu.es locaux, régionaux ou nationaux s'il.elles le souhaitent.

Mais ne nous leurrions pas : il n'y a pas de génération politique spontanée. C'est donc à la direction de notre parti, en l'occurrence ici régionale, d'organiser la formation demilitant.es parmi lesquels se trouveront nos futurs cadres et élu.es. Il n'est pas question de créer une école de la pensée unique, fut-elle écologiste. Mais bien plutôt de miser sur toutes les ressources de l'auto-formation, pour permettre à des hommes et des femmes issu.es des classes populaires (et des autres aussi, naturellement) d'être formé.es afin d'élaborer et de défendre notre projet de société (former à l'animation des groupes de travail

collectifs, à la construction des divergences et à la résolution des conflits, à la communication orale et écrite, à la construction et l'animation de réseaux...). Ces acquis sont transversaux, adaptables au monde du travail. Ils permettent non pas la professionnalisation irréversible, mais la prise de responsabilité effective.

En ces temps de dégradation avancée de la qualité démocratique, où l'opinion publique doute de sa classe politique dirigeante, où la violence sociale s'exacerbe, il est impératif de lutter contre l'absentéisme électoral et la montée de l'extrême-droite. Pour se faire, les citoyens doivent se sentir mieux représentés, mais aussi mieux outillés intellectuellement. Toute la diversité de notre pays doit donc se retrouver chez les élu.es. Europe Ecologie Les Verts a une responsabilité et doit œuvrer à ce que ces citoyens absents des représentations publiques dominantes deviennent ces élu.es de demain. C'est la première des conditions de réussite d'une hypothétique VI^e République.

En conséquence, pour y parvenir, Europe Ecologie Les Verts Ile-de-France doit se doter d'une « pépinière » politique : son objectif sera d'offrir des temps et des moyens de formation à tous les militant.es qui le désirent. Cette formation à la politique et à l'écologie passera par des sessions de formation traditionnelles (réunions physiques organisées avec des sociologues, politologues, philosophes, agronomes, économistes, politiciens...) et par des sessions utilisant les outils virtuels d'internet (cours en ligne, pédagogie ouverte sans pré-requis, tutorat non directif...). Cette pépinière pourra fonctionner en cohérence avec les initiatives portées par le pôle de ressources d'EELV.

Le nouveau CPR Ile-de-France s'engage à dégager les moyens pour créer cette pépinière et assurer son développement.



SIGNATAIRES : Pascal Abenza (75), Djamilah Ahmindach (93), Rodrigo Arenas (93), Hasna Bendriss (93), Marie Benouchene (75), Sybille Bernard (75), Frank Burbage (75), Eric Coquelin (91), Eve Desjardins (91), Hawthaman Dharmaraja (93), Guillaume Fillon (75), Isabelle Jarry (75), Bernard Jomier (75), Cyril Laronde (93), Fatima Laronde (93), Nathalie Laville (75), Gilles Lemaire (75), Dan Lert (75), Frédéric Maintenant (75), Yann Martinez (92), Edouard Mathieu (75), Jamila Sahoum (93), Adrien Saumier (75), Benjamin Sbriglio (75), Antoine Valabregue (75), Rosandre Valleray (94), Essaid Zemouri (93).

MOTION PONCTUELLE

Pour l'élargissement et le métissage d'EELV Pour la création d'un observatoire de la diversité

Les écologistes et EELV ont toujours soutenu le combat pour le droit de vote et de l'éligibilité des étrangers. C'est un combat dur, puisqu'il est inscrit dans le débat politique depuis plus de trente ans, sans pour autant trouver une issue positive. Aujourd'hui, la gauche et les écologistes au pouvoir peinent à trouver une majorité qualifiée au Congrès pour inscrire ce droit à la citoyenneté de résidence dans la constitution. Cet échec est dû en grande partie à l'histoire récente de la France, notamment celle de la décolonisation.

En effet, en France la grande majorité des étranger-es non communautaires est issue des anciennes colonies, ce qui réveille chez certain-e-s parlementaires des souvenirs toujours nostalgiques de cette période.

Le droit à la citoyenneté de résidence doit donc dépasser cet état de fait par l'exemple à donner sur l'égalité, sur la capacité à cohabiter et à vivre ensemble, et en permettant

aux enfants des non communautaires qui ont la nationalité française la possibilité d'être élus.

EELV qui a toujours été à la pointe du combat pour la promotion de la diversité, doit-être plus volontariste et donner plus l'exemple. Elle doit permettre aux militant-e-s issu-e-s de la diversité une réelle chance d'être élu-e-s dans les instances en interne comme en externe.

Pour ce faire, EELV-Île de France décide de créer un observatoire de la diversité pour mettre en place et accompagner sa politique d'ouverture sur les populations issues de l'immigration. Cet observatoire doit veiller à ce que leur présence sur des postes réellement éligibles soit effective.



PREMIER-ES SIGNATAIRES : Zine-Eddine MJATI (75), Marie-Françoise Porche (94), Jean-Luc Dumesnil (75), Abdelkrim Bourakba (95), Eve Desjardins (91), Bernard Chappellier (94), Yassine Ayari (95), Martine Jouneau (94), Didier Delpyrou (93), Bastien Durel (94), Mariette Porche (94), Jean Claude Michelot (94), Suzanne Chagny (94), Jacques Aubard (94), Jean Chagny (94), Sabri Mekri (94), Michel Atalay (95), Guillaume Fillon (75), Jean Marc Brulé (77), Jérôme Jurjivic (93), Francine Bavay (75), Sofiane Lahrim (94), Michel Bock (78), Rodéric Aarsse (92)

MOTION PONCTUELLE

Pour une écologie de la convivialité

« Seul l'apprentissage de la convivialité permettra, par la rencontre et l'échange, de renouer les fils de la communauté et de lui redonner la maîtrise de son avenir et de ses choix. »
Paul Klein sur le livre d'Ivan Illich : *La Convivialité*

Militer n'est pas toujours tâche facile, nous nous y attelons avec ferveur car nous savons que l'écologie politique est LA solution pour une société apaisée où tout un chacun peut vivre mieux, dans le respect des autres et de soi même.

Militer est souvent l'occasion de belles rencontres et de vrais moments de convivialités. Ce sont ces moments privilégiés qui nous donnent l'énergie de continuer notre combat de militant.

Appliquons nous aussi à nous même notre slogan : « plus de lien, moins de biens ».

Nous vous proposons par cette motion ponctuelle de favoriser ces moments informels pour que les anciens militants gardent la joie au cœur et que les nouveaux aient du plaisir à nous rejoindre.

- Mise en place par EELV IdF d'une rencontre régionale annuelle, par exemple fin septembre, pour nous permettre d'échanger autour d'un grand pique-nique festif et collaboratif dans un parc : Nous ferons venir un orchestre et organiserons des jeux pour les enfants. Ce sera un moment familial partagé qui nous permettra de mieux nous connaître et de nous ressourcer. Ce sera l'occasion pour nos amis et nos proches de connaître ces militants avec qui nous passons tant de temps. Faisons-en un moment d'accueil, simple et convivial, de rencontre

des nouveaux et de nos élus. Un moment pour nous rassembler au-delà de nos groupes locaux et de nos départements. Un moment qui transcendera nos groupes de travail et nos thématiques propres. Un moment pour inviter aussi nos sympathisants et les associations écologistes pour, ensemble, partager et échanger. Tout simplement : un moment de rencontre et de convivialité nécessaire.

- Notre local EELV IdF, rue d'Arcueil est un lieu administratif, certes nécessaire et fonctionnel, mais qui n'est pas suffisant pour nos besoins de militant-es. Nous avons besoin d'un lieu pour nous réunir facilement, un lieu ouvert aussi en dehors des horaires de bureau pour que celles et ceux qui travaillent puissent récupérer facilement tracts, affiches, banderoles, drapeaux... en soirée et le WE. Un lieu où nous pourrions montrer par l'exemple qu'un monde collaboratif et convivial est possible.

Le CPR désignera une équipe pour faire dès 2014 des propositions chiffrées d'un projet de local militant permettant rencontre et convivialité. Sera impérativement évité toute proposition de local type permanence d'élu ou section locale d'un parti politique, triste, sale, abandonné, orné d'affiches périmées, jonché de vieux tracts, meublé de chaises cassées et où des tasses de café vides attendant encore qu'on les lave. Un local qui faute de permanent salarié est ouvert au petit bonheur la chance.

Un local convivial est possible comme on peut le voir dans plusieurs régions, par exemple à Marseille avec l'Ecomotive café <http://www.lecomotive.org> qui conjugue bar/brasserie bio autogéré au Rez-de-Chaussée et salles de réunion à l'étage, le tout à deux pas de la gare St Charles. Cette recherche prendra en compte l'accessibilité, l'ouverture au monde associatif et à la dynamique locale mais aussi la viabilité financière pour ne pas grever notre budget régional. Une réflexion se fera aussi sur les cafés alternatifs du type <http://www.anticafe.fr> ou les cafés des réparations (<http://www.des-bonnes-nouvelles.org/m/article-103367589.html>). Cette expérience de structure conviviale, collaborative, alternative, auto-gérée et écologiste pourra ensuite être partagé et servir de modèle pour s'implanter à travers l'Île de France et dans les régions.

L'écologie punitive n'est pas la solution. L'écologie que nous voulons est aussi composée de moments simples et vrais. Ces moments sont indispensables pour conforter une histoire collective, garante de l'intensité de nos combats comme de l'efficacité de nos actions, parce que construite en humanité.



SIGNATAIRES : Rodéric Aarsse (92), Ziad Goudjil (92), Jérôme Lefevre (92) Emmanuelle Letalnet (93), Julien Sage (92), Mourad Slimani (92), François Soulabaille (75), Marion Robert (92), Nicolas Hervé (75), Mounir Satouri (78), Jean-Luc Dumesnil (75), Annie Lahmer (94), Jacqueline Lorthiois (95), Frédéric Puzin (92), Sophie Renard (78), Patrick Chotard (92), Didier Dargere (91), Robert Aarsse (75), Maxime Baldit (92), Nadia Azoug (94), Isabelle Sotto (92), Jonathan Sorel (75), Henrique Pinto (91), Adrien Delassus (75), Fatima Ouchen (92), Stanislas Hubert (92), Marie-Christine Grenet (75), Tibor Kalocsay (75), Suzanne Auger (92), Marie-Claude Fournier (92), François Doucet (94), Florence Pélissier Combescure (75), Delphine Bonnet (75), Pierre Minnaert (75), Catherine Naviaux (92)

MOTION PONCTUELLE

P comme Politique : redonner son sens au CPR

1. CONSTAT

Notre règlement intérieur national indique que « *Le Conseil Politique Régional est l'organe décisionnel principal entre deux Congrès Régionaux. Il met en application les décisions du Congrès Régional et prend toute initiative commandée par les événements. Il coordonne l'action des élu-es régionaux et des élu-es de niveau infrarégional.* »

Le CPR, son acronyme le signifie explicitement, a donc un rôle prioritairement politique. En son sein doivent être débattues notamment la stratégie régionale du mouvement, les actions à mettre en œuvre pour soutenir cette stratégie, notre communication vers l'extérieur ou encore nos relations avec les autres partis politiques et avec la société civile.

Afin de jouer pleinement leur rôle, les délégués au CPR doivent ainsi recevoir une information actualisée, via la cinquantaine de conseillers régionaux EELV que compte aujourd'hui le Conseil Régional d'IDF. En retour, ces mêmes délégués doivent pouvoir alimenter nos élus en leur faisant parvenir les remontées des GL et des coordinations départementales.

Les commissions thématiques régionales et les éventuels groupes de travail doivent également enrichir le CPR en sujets et en débats.

Afin que le CPR remplisse sa mission politique, ses réunions doivent de plus être structurées et pensées en ce sens. Certes, il est du ressort du CPR de valider les décisions administratives et de gestion courante du parti. Ceci ne devrait toutefois pas occuper la majorité du temps en séance, au détriment des sujets politiques, stratégiques ou opérationnels.

Nous constatons qu'au cours du mandat 2011/2013 du CPR, le lien avec les élus a été quasi inexistant, et que les commissions régionales ont été très peu sollicitées. Nous regrettons que les réunions du CPR aient trop souvent été accaparées par les problèmes administratifs et par les conflits internes, réduisant la fraction politique du débat à sa portion congrue. Nous observons ainsi que nombre de délégués sortent de ces réunions dépités.

Malgré ce constat, nous croyons toujours que le CPR peut et doit être une assemblée riche de débats politiques, où s'élabore la stratégie régionale d'EELV-IdF. Pour cela nous formulons des pistes d'amélioration afin de former un CPR constructif, motivant et utile à l'écologie politique.

2. MOTION

À propos du CPR, le congrès régional Île-de-France demande :

1. D'y assurer un lien étroit avec l'actualité du conseil régional et avec nos éluEs. Le BER désignera en son sein un binôme paritaire qui, en lien avec le groupe d'éluEs EELV au conseil régional, veillera à ce que les délégués du CPR soient informés de l'actualité du conseil régional d'Île de France : transmission des ordres du jour et des votes à venir, des compte-rendus de séance, des délibérations éventuelles du groupe EELV... Ce binôme organisera les débats sur les questions d'actualité régionale et permettra aux éluEs de venir s'exprimer et échanger avec le CPR. Ce binôme rendra compte aux éluEs EELV au conseil régional des débats du CPR sur les sujets les concernant.

2. D'y alimenter le débat grâce aux commissions thématiques et à nos éluEs. Le BER organisera en fonction de l'actualité, mais aussi de manière planifiée à l'avance, la tenue régulière, au cours des CPR, de séances thématiques animées par une des commissions régionales.

3. D'y donner la priorité aux points politiques de l'ordre du jour. Le BER veillera à ordonnancer les ordres du jour du CPR en commençant par les points les plus importants : les sujets de nature strictement politique, les motions et les actions.

4. D'y limiter le temps passé aux tâches administratives. Le BER désignera pour cela en son sein un binôme paritaire responsable, en lien avec les cosecrétaires régionaux, de préparer les sujets administratifs à présenter au CPR, afin d'améliorer la lisibilité des propositions soumises aux délégués. Ce binôme veillera également à fournir aux délégués l'ensemble des éléments nécessaires pour se prononcer sur ces thèmes, avant le CPR. Afin que les échanges sur ces sujets ne se fassent pas in extenso en séance, le congrès demande également au BER de soumettre à réflexion la mise en place, sur le site EELV-IdF, d'un forum de discussion dédié à la gestion interne du parti et réservé aux membres du CPR.

5. De proposer un accueil des nouvelles et nouveaux éluEs au CPR par les co-secrétaires régionaux. Le congrès EELV-IdF demande aux co-secrétaires régionaux d'établir un premier contact humain avec les nouvelles et les nouveaux délégués. Leurs seront alors présentés le mode de fonctionnement du CPR et les statuts d'EELV-IdF. Cela amoindrira le sentiment d'anonymat des nouveaux entrants, et mettra chaque délégué en confiance dans l'assemblée, quel que soit son degré d'ancienneté et de connaissance du parti. Des délégués plus impliqués car plus confiants ne pourront que contribuer davantage au travail chronophage de gestion du parti, donc à l'efficacité du CPR.



SIGNATAIRES : Isabelle LE JEUNE, David JUTIER, Anne-Lise LEIBIUSKY, Jean-Luc MANCEAU, Sylvie WEILL, Olivier PAREJA, Claudine PARAYRE, Carlos LOPES, Françoise FIAT, Gilles SARFATI, Annie LAHMER, Jean-Michel GAMBIER, Virginie MEUNIER LASNE, Adrien DELASSUS, Marie Anne POLO de BEAULIEU, Jean-Pierre BASTIDE, Sybille BERNARD, Jean MORLAIS, Anny POURSIHOFF, Jean LAFONT, Colette LÉCUYER, André LEBRETON, Eve DESJARDINS, David SANTANA, Claire GAGNIERE, Jean-Luc DUMESNIL, Michel BOCK, Mounir SATOURI, Rodéric AARSSE, Pierre MINNAERT, Emmanuel RODRIGUEZ, Yves CONTASSOT, Vincent MADELINE, Frédéric PUZIN, Christian METAIRIE, Thery DOLEANS, Gilles BARTHÉLÉMY.

MOTION PONCTUELLE

Diminuer les nuisances aériennes, un enjeu local et global

Notre légitime mobilisation contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes conduit parfois un certain nombre de militants à faire des propositions peu en phase avec nos positions générales, et ce d'autant plus facilement que notre parti a produit très peu de textes sur la problématique du transport aérien et des nuisances qu'il engendre.

Aussi, ce congrès régional nous paraît être le moment de rappeler que :

- Tout en agissant localement, la vision globale que nous avons des problématiques qui se posent à la planète nous conduit toujours à réduire autant que faire se peut les nuisances générées par les activités humaines. Nous ne devons jamais à chercher à les déplacer, en particulier vers des populations qui seraient moins à même de se défendre. Ceci permet par exemple aux élus EELV de tenir le même discours quel que soit l'endroit où ils se trouvent et de garder la tête haute, contrairement aux élus PS et UMP qui souvent tiennent des discours contradictoires pour flatter leur électorat local.

- Le transport aérien est celui qui génère le plus de nuisances, tant au niveau de la qualité de l'atmosphère que du bruit que subissent les millions de riverains des aéroports. Il convient donc déjà dans un premier temps, dans un monde où l'on ne cesse de nous rebattre les oreilles avec la libre concurrence, de cesser de subventionner ce mode de déplacement. Le transport aérien ne doit plus être exonéré de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) ni de la TVA sur les billets. La vérité des prix doit s'appliquer à cette activité.

- A plus long terme, tant pour des raisons écologiques que pour des raisons sociales, nous devons continuer à encourager la production au plus près des lieux de consommation, aussi bien pour les denrées alimentaires que pour les produits manufacturés. Pour prendre un exemple francilien, vaut mieux préserver les terres agricoles de Gonesse et les emplois industriels à Aulnay plutôt que de continuer à faire grossir Roissy en faisant venir des produits de l'autre bout du monde.

- L'actuel aéroport de Nantes est très loin d'être à saturation et il ne le sera jamais si l'on applique les mesures que nous préconisons. Il n'y a donc aucun lieu d'envisager un transfert des passagers nantais et bretons vers Roissy par TGV comme des propos malheureux l'ont suggéré, une telle proposition nous ayant valu à juste titre les foudres des associations de défense contre les nuisances aériennes et ayant fourni des arguments aux pro-aéroport à Nantes.

En conséquence, nous demandons :

- la suppression de l'exonération de TIPP et de TVA dont bénéficie le transport aérien ;
- la relocalisation de tout ce qui peut-être produit sur place ;
- l'arrêt des vols de nuit à Roissy comme préconisé dans le SDRIF ;
- et, bien sûr, l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes.



Signataires : François Soulabaille (75) ; Claudine Parayre (78) ; Colette Lecuyer (91) ; Mourad Slimani (92) ; Jean Morlais (93) ; Armel Abautret, Bénédicte Ariès, Brigitte Biébow, Abdel-Krim Bourakba, Albine Caillié, Jeanne Charrière, Patrick von Dahle, Catherine David-Delcambre, Sylvain De Smet, François Delcambre, Marc Denis, Arnaud Estrade, Joan Fenet, Vincent Gayrard, Anne Gellé, Chantal Gourinel, Juliette Hosten, Koffi Hukportie, Luce Jaillat, Anick Lagneau, Nadine Lebreuilly, Pierre Lombard, Jacqueline Lorthiois, Bernard Loup, Michèle Loup, Jean-François Patingre, Pascal Piedeleu, Loeiz Rapinel, Emmanuel Rodriguez, Bernard Roussel, Bernard Roze, Rose-Marie Saint-Germes Akar, Gerold Schumann, Ludovic Thiébaux, Katia Tombois, Guillaume Vuilletet (95).

joursnées d'été
des écologistes

marseille

22 23 24 août 2013

Les journées d'été
approchent :
inscrivez-vous et
réservez dès
maintenant ?

jde.eelv.fr

Toutes les informations sur les journées d'été > jde.eelv.fr